

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montcerf-Lytton

Code géographique : 83088

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Liliane Crytes, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Montcerf-Lytton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-04 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. La case ci-dessous est réservée pour la signature et l'adresse de l'auditeur indépendant, lequel devrait se guider à cet égard sur les exemples proposés par l'OCPAQ.

LANGEVIN GRONDIN, CPA INC.

PAR FRANÇOIS LANGEVIN, CPA AUDITEUR, CA

DATE 2015-05-04

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

S/O

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	609 019	612 846	615 029			615 029
Compensations tenant lieu de taxes	2	59 452	60 785	59 023			59 023
Quotes-parts	3					7 758	
Transferts	4	543 553	437 043	554 937		4 103	559 040
Services rendus	5	85 850	91 028	127 232		3 257	130 489
Imposition de droits	6	22 159	11 000	25 245			25 245
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	17 282	15 000	12 754		7	12 761
Autres revenus	9	21 282	16 496	127 289		537	127 826
	10	1 358 597	1 244 198	1 521 509		15 662	1 529 413
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	221 363	238 000	62 108			62 108
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15			35 000			35 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	221 363	238 000	97 108			97 108
	18	1 579 960	1 482 198	1 618 617		15 662	1 626 521
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	349 443	329 454	347 102	14 198	4 403	365 703
Sécurité publique	20	161 541	109 548	182 504	27 270		209 774
Transport	21	384 605	402 054	540 683	121 876	7 104	661 905
Hygiène du milieu	22	186 533	177 125	181 334	32 704		214 038
Santé et bien-être	23	2 643	7 070	2 229			2 229
Aménagement, urbanisme et développement	24	9 668	25 041	67 727	13 337		81 064
Loisirs et culture	25	36 653	36 867	47 673			47 673
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	25 772	3 500	22 554		2 654	25 208
Amortissement des immobilisations	28	211 631	213 670	209 385	( 209 385 )		
	29	1 368 489	1 304 329	1 601 191		14 161	1 607 594
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	211 471	177 869	17 426		1 501	18 927

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	211 471		177 869	17 426	1 501	18 927
Moins: revenus d'investissement	2	( 221 363 )	(	238 000 )	( 97 108 )	(	97 108 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(9 892)		(60 131)	(79 682)	1 501	(78 181)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	211 631		213 670	209 385	3 023	212 408
Produit de cession	5						
(Gain) perte sur cession	6						
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	211 631		213 670	209 385	3 023	212 408
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	( 134 870 )	(	152 813 )	( 135 919 )	( 5 781 )	( 141 700 )
	18	(134 870)		(152 813)	(135 919)	(5 781)	(141 700)
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 46 926 )	(	726 )	( 65 050 )	(	65 050 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20						
Excédent de fonctionnement affecté	21	50 000					
Réserves financières et fonds réservés	22						
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	3 074		(726)	(65 050)		(65 050)
	26	79 835		60 131	8 416	(2 758)	5 658
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	69 943			(71 266)	(1 257)	(72 523)

<sup>∞</sup> 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	221 363	238 000		97 108		97 108
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Acquisition							
Administration générale	2	( 23 436 )	( 47 226 )	( 788 )	( )	( )	( 788 )
Sécurité publique	3	( 3 089 )	( )	( 1 227 )	( )	( )	( 1 227 )
Transport	4	( 157 010 )	( 161 500 )	( 234 733 )	( )	( )	( 234 733 )
Hygiène du milieu	5	( 52 905 )	( 30 000 )	( 12 450 )	( )	( )	( 12 450 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 55 284 )	( )	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 291 724 )	( 238 726 )	( 246 744 )	( )	( )	( 246 744 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	23 435			84 586		84 586
<b>Affectations</b>							
Activités de fonctionnement	14	46 926	726		65 050		65 050
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15						
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	46 926	726		65 050		65 050
	19	(221 363)	(238 000)		(97 108)		(97 108)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20						

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	211 471	177 869	17 426	1 501	18 927
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	291 724 ) (	238 726 ) (	246 744 ) (	) (	246 744 )
Produit de cession	3					
Amortissement	4	211 631	213 670	209 385	3 023	212 408
(Gain) perte sur cession	5					
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(80 093)	(25 056)	(37 359)	3 023	(34 336)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	(4 417)		(10 378)	(758)	(11 136)
Variation des autres actifs non financiers	10	(766)		(19 043)	1	(19 042)
	11	(5 183)		(29 421)	(757)	(30 178)
	12	126 195	152 813	(49 354)	3 767	(45 587)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	126 195	152 813	(49 354)	3 767	(45 587)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(566 357)		(440 162)	(96 372)	(536 534)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				(583)	(583)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(566 357)		(440 162)	(96 955)	(537 117)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(440 162)		(489 516)	(93 188)	(582 704)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1			46	46
Placements temporaires	2			18	18
Débiteurs (note 5)	3	346 771	297 278	760	298 038
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	346 771	297 278	824	298 102
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10	10 778	2 310	444	2 754
Emprunts temporaires (note 10)	11	155 000	180 000	9 379	189 379
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	99 806	133 205	1 035	134 240
Revenus reportés (note 12)	13	945	2 208		2 208
Dette à long terme (note 13)	14	520 404	469 071	83 154	552 225
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	786 933	786 794	94 012	880 806
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(440 162)	(489 516)	(93 188)	(582 704)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	3 533 006	3 570 366	160 829	3 731 195
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	43 863	54 241	1 800	56 041
Autres actifs non financiers (note 17)	21	766	19 809	827	20 636
	22	3 577 635	3 644 416	163 456	3 807 872
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	106 211	(65 406)	(7 064)	(72 470)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	18 660	119 011		119 011
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( )	( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	26			(9 001)	(9 001)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	3 012 602	3 101 295	86 333	3 187 628
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	3 137 473	3 154 900	70 268	3 225 168

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	211 471	17 426	1 501	18 927
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	211 631	209 385	3 023	212 408
Autres					
- Redressement exercice antérieur	3			(583)	(583)
-	4				
	5	423 102	226 811	3 941	230 752
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(138 526)	49 493	915	50 408
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	7 816	33 399	(711)	32 688
Revenus reportés	9	(82 325)	1 263		1 263
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(4 417)	(10 378)	(758)	(11 136)
Autres actifs non financiers	13	(766)	(19 043)	1	(19 042)
	14	204 884	281 545	3 388	284 933
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	291 724 ) (	246 744 ) (		246 744 )
Produit de cession	16				
	17	(291 724)	(246 744)		(246 744)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (				
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	23 435	84 586		84 586
Remboursement de la dette à long terme	24 (	134 870 ) (	135 919 ) (	5 780 ) (	141 699 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	155 000	25 000	378	25 378
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
-	27				
-	28				
	29	43 565	(26 333)	(5 402)	(31 735)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(43 275)	8 468	(2 014)	6 454
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	32 497	(10 778)	1 634	(9 144)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b> (note 23)	32	(10 778)	(2 310)	(380)	(2 690)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Rémunération</b>	1	379 808	294 108	389 466	1 922	391 388
<b>Charges sociales</b>	2	58 276	45 520	61 907	303	62 210
<b>Biens et services</b>	3	536 026	610 545	765 326	6 259	771 585
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	21 779		17 579	1 610	19 189
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				718	718
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	3 993	3 500	4 975	326	5 301
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	117 449	126 136	136 785		129 027
Autres	10			9 168		9 168
Autres organismes	11	20 587	10 850	6 600		6 600
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	211 631	213 670	209 385	3 023	212 408
<b>Autres</b>						
-	13	18 940				
-	14					
-	15					
	16	1 368 489	1 304 329	1 601 191	14 161	1 607 594

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013 Redressées note 20
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	612 846	615 029	609 019
Compensations tenant lieu de taxes	2	60 785	59 023	59 452
Quotes-parts	3			
Transferts	4	698 071	621 148	769 079
Services rendus	5	68 000	130 489	89 640
Imposition de droits	6	11 000	25 245	22 159
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	15 000	12 761	17 283
Autres revenus	9	16 496	162 826	22 045
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 482 198	1 626 521	1 588 677
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	340 741	365 703	368 020
Sécurité publique	13	140 261	209 774	189 222
Transport	14	529 127	661 905	509 514
Hygiène du milieu	15	209 695	214 038	218 925
Santé et bien-être	16	7 070	2 229	2 643
Aménagement, urbanisme et développement	17	37 068	81 064	23 005
Loisirs et culture	18	36 867	47 673	36 653
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 500	25 208	29 115
	21	1 304 329	1 607 594	1 377 097
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	177 869	18 927	211 580
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 206 823	2 996 251
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(582)	(1 008)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 206 241	2 995 243
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		3 225 168	3 206 823

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013 Redressées note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	177 869	18 927	211 580
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	246 744 ) (	291 724 )
Produit de cession	3			
Amortissement	4		212 408	214 749
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(34 336)	(76 975)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(11 136)	(4 561)
Variation des autres actifs non financiers	10		(19 042)	(326)
	11		(30 178)	(4 887)
	12	177 869	(45 587)	129 718
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	177 869	(45 587)	129 718
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(536 534)	(667 650)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(583)	1 398
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(537 117)	(666 252)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(582 704)	(536 534)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013 Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	46	1 012
Placements temporaires	2	18	622
Débiteurs (note 5)	3	298 038	348 446
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	298 102	350 080
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10	2 754	10 778
Emprunts temporaires (note 10)	11	189 379	164 001
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	134 240	101 552
Revenus reportés (note 12)	13	2 208	945
Dette à long terme (note 13)	14	552 225	609 338
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	880 806	886 614
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(582 704)	(536 534)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	3 731 195	3 696 858
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	56 041	44 905
Autres actifs non financiers (note 17)	21	20 636	1 594
	22	3 807 872	3 743 357
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	3 225 168	3 206 823

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
			Redressées note 20
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	18 927	211 580
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	212 408	214 749
Autres			
- Redressements exercices antéri	3	(583)	
-	4		
	5	230 752	426 329
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	50 408	(137 522)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	32 688	8 633
Revenus reportés	9	1 263	(82 325)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(11 136)	(4 561)
Autres actifs non financiers	13	(19 042)	(326)
	14	284 933	210 228
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 246 744 )	( 291 724 )
Produit de cession	16		
	17	(246 744)	(291 724)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	84 586	23 435
Remboursement de la dette à long terme	24	( 141 699 )	( 140 583 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	25 378	155 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(31 735)	37 852
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	6 454	(43 644)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	(9 144)	34 500
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	(2 690)	(9 144)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Montcerf-Lytton est un organisme en vertu du code Municipal du Québec (LRQ, c. C 27-1)

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [*consolidés*] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

*[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]*

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas d'un partenariat. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau.

Les comptes de la municipalité et de l'autre organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes réciproques sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau pour l'exercice est de 3,0239%, faisant varier le taux de participation dans la situation financière de 3,0678% en début d'exercice à 3,0239% à la fin de l'exercice.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Municipalité de Montcerf-Lytton excluant les organismes qu'elle contrôle.

De plus, la municipalité est membre de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, organisme régional composé de 18 municipalités.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la municipalité pour l'exercice est de 129 027\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

La MRC de la Vallée-de-la-Gatineau a une dette à long terme au 31 décembre 2014 au montant de 5 430 951\$, de laquelle la quote-part de la municipalité représente 173 565\$.

**B) Comptabilité d'exercice**

La Municipalité de Montcerf-Lytton applique la méthode de comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

**C) Actifs financiers**

S.O.

**D) Actifs non financiers**

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement	5 et 10 ans
Machinerie et outillage	10 ans

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S.O.

**H) Instruments financiers**

Évaluation des instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale. Ils sont pas la suite comptabilisés au coût après amortissement.

**I) Autres éléments**

**UTILISATION D'ESTIMATIONS**

La préparation des états financiers selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction utilise des estimations et des hypothèses qui affectent les montants de l'actif et du passif comptabilisés, l'information sur les éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que les montant des produits et des charges comptabilisés au cours de l'exercice. Les renseignements réels pourraient être différents de ceux établis selon ces estimations et hypothèses. Ces dernières sont réévaluées de façon continue et les changements sont comptabilisés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

***Dettes à long terme***

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 46	1 012
Placements temporaires	2 18	622
Placements à long terme	3	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	4 70 202	64 340
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 177 711	245 167
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 2	81
Organismes municipaux	8 21 293	
Autres		
- Droits de mutation	9 8 882	5 900
- Intérêts et autres débiteurs	10 19 948	32 958
	11 298 038	348 446
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16 39	
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
<b>Note</b>		
<b>7. Placements à long terme</b>		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( _____ ) ( _____ )
	27	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	3 710
Régimes de retraite des élus municipaux	32	2 339
	33	6 049
		3 679
		2 039
		5 718
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
<b>Note</b>		
<b>10. Emprunts temporaires</b>		
La municipalité dispose d'un crédit autorisé de 200 000\$ renouvelable annuellement. Tout emprunt relatif à ce crédit porte intérêt au taux préférentiel.		
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37	114 275
Salaires et avantages sociaux	38	17 970
Dépôts et retenues de garantie	39	1 510
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus sur DLT	42	485
-	43	
-	44	
-	45	
-	46	
	47	134 240
		79 542
		19 993
		1 510
		507
		101 552
<b>Note</b>		
<b>12. Revenus reportés</b>		
Taxes perçues d'avance	48	2 208
Transferts	49	
Autres		
-	50	
-	51	
	52	2 208
		945
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,90	2015	2018	53	87 768	104 536
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,50	10,40	2016	2019	59	464 457	504 802
Autres					60		
					61	552 225	609 338
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	552 225	609 338

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>				<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>			<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>		
2015	64	72	12 200	80	167 503	89	97	179 703
2016	65	73	5 231	81	163 944	90	98	169 175
2017	66	74	5 352	82	113 755	91	99	119 107
2018	67	75	64 985	83	23 873	92	100	88 858
2019	68	76		84	23 873	93	101	23 873
2020 et +	69	77		85		94	102	
	70	78	87 768	86	492 948	95	103	580 716
Intérêts et frais accessoires				87	( 28 491 )		104	( 28 491 )
	71	79	87 768	88	464 457	96	105	552 225

**Note**

		2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(552 674)	(503 133)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(30 030)	(33 401)
Autres	108		
	109	(582 704)	(536 534)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	1 163 349	138	12 450	165		192	1 175 799
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 699 053	140	104 668	167	182 509	194	2 621 212
Autres	113	201 038	141		168		195	201 038
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	434 658	143		170		197	434 658
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 015 284	145	100 463	172		199	1 115 747
Ameublement et équipement de bureau	118	37 942	146	788	173	2 167	200	36 563
Machinerie, outillage et équipement divers	119	119 585	147	28 375	174	5 891	201	142 069
Terrains	120	7 281	148		175		202	7 281
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>5 678 190</u>	150	<u>246 744</u>	177	<u>190 567</u>	204	<u>5 734 367</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>5 678 190</u>	152	<u>246 744</u>	179	<u>190 567</u>	206	<u>5 734 367</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	471 823	153	29 395	180		207	501 218
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 060 009	155	90 074	182	182 509	209	967 574
Autres	128	40 191	156	3 406	183		210	43 597
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	174 647	158	11 358	185		212	186 005
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	161 749	160	57 520	187		214	219 269
Ameublement et équipement de bureau	133	13 051	161	6 550	188	2 168	215	17 433
Machinerie, outillage et équipement divers	134	59 862	162	14 105	189	5 891	216	68 076
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>1 981 332</u>	164	<u>212 408</u>	191	<u>190 568</u>	218	<u>2 003 172</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>3 696 858</u>					219	<u>3 731 195</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	811 279	223	125 409	225	25 328	227	911 360
Amortissement cumulé	221	( 83 899 )	224	( 48 820 )	226	( )	228	( 132 719 )
Valeur comptable nette	222	<u>727 380</u>					229	<u>778 641</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	236	20 069	766
Frais reportés			
- Frais d'émission DLT (RIAM)	237	567	828
-	238		
	239	20 636	1 594

**Note****18. Obligations contractuelles**

## A) CONTRAT DE LOCATION D'ÉQUIPEMENT

La municipalité a signé une entente le 3 juillet 2013 pour la location d'un serveur pour 36 mois échéant en juin 2016. La municipalité doit verser mensuellement la somme de 129\$. La dépense de l'exercice est de 1 547\$. Les versements exigibles pour les 2 prochains exercices sont :

2015	1 550\$
2016	775\$
TOTAL	2 325\$

## B) CONTRAT D'AIDE DOMESTIQUE

La municipalité a signé une entente d'un an le 10 mars 2014, au montant de 2,50\$ pour chaque heure de service d'aide domestique offert par la "Coopérative de solidarité d'aide domestique de la Vallée-de-la-Gatineau". La dépense de l'exercice est de 2 159\$.

## C) ENTENTE DE PARTAGE DU SERVICE D'UN GESTIONNAIRE EN SÉCURITÉ INCENDIE

La municipalité a signée une entente de 5 ans le 22 mars 2013 relativement au partage du service d'un gestionnaire en sécurité incendie. La municipalité a été nommée mandataire du regroupement composé également des municipalités d'Aumond, de Grand-remous et de Ste-Thérèse de la Gatineau. En tant que mandataire, la municipalité est responsable de l'organisation et l'administration de ce service d'incendie et de la gestion du personnel. Les dépenses encourues pour ce service sont réparties entre les municipalités participantes au prorata de leur richesse foncière uniformisée à un pourcentage de 50% (cela au sens de la Loi sur la fiscalité municipale) et leurs unités de logement à un

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

pourcentage de 50%.

**D) FRAIS DE FERMETURE D'UN DÉPOTOIR**

La municipalité s'est engagée, envers la Ville de Maniwaki, à assumer sa quote-part des frais reliés à la fermeture du dépotoir. Au 31 décembre 2014, la Ville de Maniwaki présentait un surplus important dans le fonds de fermeture du dépotoir. La direction n'estime donc pas être tenue à déboursier des frais additionnels dans le futur. Conséquemment, aucune provision n'a été comptabilisée à cet effet.

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

n/a

**b) Auto-assurance**

n/a

**c) Poursuites**

s/o

**d) Autres**

La municipalité a reçu un avis d'infraction du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. L'infraction concerne les travaux en rive et dans le littoral de la rivière Désert. La municipalité a embauché des experts pour obtenir une évaluation du coût des travaux. Le montant de cette évaluation n'est pas encore connu au moment de la publication des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Un redressement a été effectué aux états financiers de l'organisme contrôlé concernant un compte à recevoir qui n'a jamais été encaissé. Le montant du redressement est de (582\$).

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie Intermunicipale de l'Aéroport de Maniwaki Haute-Gatineau a varié de 3,0678% en début d'exercice à 3,0239% à la fin de l'exercice. Cette variation a causé un redressement du solde d'ouverture de l'excédent accumulé de (1 008\$), du solde des actifs nets (dette nette) de 1 398\$ et du solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de (24\$).

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

**22. Instruments financiers**

La municipalité est exposée à divers risques financiers. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de risque de la municipalité au 31 décembre 2014.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La municipalité est exposée au risque de crédit par ses débiteurs car elle consent du crédit aux contribuables dans le cours normal de ses activités.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt par ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux fixe assujettissent la municipalité à un risque de juste valeur alors que ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

**2014****2013**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	240		46		1 012
Découvert bancaire	241	(	2 754	)	( 10 778 )
Placements temporaires	242		18		622
<i>Ajouter</i>					
-	243				
-	244				
-	245				
-	246				
<i>Déduire</i>					
-	247	(		)	( )
-	248	(		)	( )
-	249	(		)	( )
-	250	(		)	( )
-	251	(		)	( )
-	252	(		)	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>					
<b>à la fin de l'exercice</b>	253		(2 690)		(9 144)

**Note**

---

**24. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour faciliter la comparaison avec l'exercice courant.

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (72 470)	100 381
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 119 011	19 274
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( ) ( )	( )
Financement des investissements en cours	4 (9 001)	(9 131)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 3 187 628	3 096 299
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 3 225 168	3 206 823

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Carrières / sablières	8 23 089	18 660
- Regroupement incendie	9 15 828	
- Budget 2015	10 80 094	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 119 011	18 660
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	614
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	614
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38	
	39 119 011	19 274

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( ) ( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( ) ( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )	( ) ( )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( ) ( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( ) ( )
Autres	45 ( ) ( )	( ) ( )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( ) ( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( ) ( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )	( ) ( )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )	( ) ( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )	( ) ( )
Autres		
-	51 ( ) ( )	( ) ( )
-	52 ( ) ( )	( ) ( )
	53 ( ) ( )	( ) ( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )	( ) ( )
Autre financement	55 ( ) ( )	( ) ( )
	56 ( ) ( )	( ) ( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 ( 9 001 ) ( )	( 9 131 )
	59 (9 001)	(9 131)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 3 731 195	3 696 858
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 3 731 195	3 696 858
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 552 225	609 338
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( ) ( )	( ) ( )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( ) ( )	( ) ( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( ) ( )	( ) ( )
	71 552 225	609 338
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (8 658)	(8 779)
	73 543 567	600 559
	74 3 187 628	3 096 299

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%                      %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%                      %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%                      %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%                      %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%                      %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%                      %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57	( _____ ) ( _____ )
Charge de l'exercice	58	( _____ ) ( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	( _____ ) ( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	( _____ ) ( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	( _____ ) ( _____ )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( _____ )	( _____ )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

**Description des régimes et autres renseignements**

Certains employés de la municipalité ont adhéré à un régime enregistré d'épargne retraite (REER) pour lequel les employés et la municipalité cotisent chacun 5% du salaire brut de l'employé.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	<u>3 710</u>	<u>3 679</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>1</u>	<u>1</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	<u>694</u>	<u>605</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	2 339	2 039
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>2 339</u>	<u>2 039</u>
98	<u>2 339</u>	<u>2 039</u>

**Note**

Le maire de la municipalité a adhéré au Régime de Retraite des Élus Municipaux (RREM). Il s'agit d'un régime de retraite à cotisations déterminées pour lequel le maire cotise 6,15% de son salaire brut alors que la contribution de la municipalité s'élève à 337% de la

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

cotisation du maire.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	469 071
---------------------	---	---------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	469 071
---	----	---------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	62 123
--	----	--------

---

Endettement net à long terme	16	531 194
------------------------------	----	---------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	173 565
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	704 759
------------------------------------	----	---------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	704 759
---	----	---------

---

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	440 046	441 102	438 655
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	440 046	441 102	438 655
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	18 800	18 800	18 800
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	49 000	46 275	46 612
Matières résiduelles	13	105 000	105 373	104 952
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 479	3 479
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	172 800	173 927	170 364
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	172 800	173 927	170 364
	26	612 846	615 029	609 019

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	53 785	53 785	53 785
	31	53 785	53 785	53 785
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	7 000	5 238	5 667
	35	7 000	5 238	5 667
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	60 785	59 023	59 452
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	60 785	59 023	59 452

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TRANSFERTS</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	310 243	469 651	381 098
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64		4 103	
Transport par eau	65			
Autres	66			4 163
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69		4 610	4 610
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	5 000	5 676	8 638
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	28 400	26 371	23 846
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	343 643	506 308	417 745

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	238 000	50 000	200 943
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		12 108	12 108
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			20 420
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	238 000	62 108	221 363

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	48 400	48 629	56 861
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	45 000		73 110
	138	93 400	48 629	129 971
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	675 043	617 045	769 079

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	66 500	77 523	77 523
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	66 500	77 523	77 523
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 500	25 250	25 250
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			(49)
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 500	25 250	25 250
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	68 000	102 773	102 773
				62 852

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	23 028	24 459	22 998
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		3 257	
Autres	189			3 790
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193			
Réseau d'électricité	194			
	195	23 028	24 459	26 788
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	91 028	127 232	89 640
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	3 000	2 600	2 853
Droits de mutation immobilière	198	5 000	17 076	12 628
Droits sur les carrières et sablières	199	3 000	4 429	5 598
Autres	200		1 140	1 080
	201	11 000	25 245	22 159
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202			
<b>INTÉRÊTS</b>	203	15 000	12 754	17 283
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		35 000	35 000
Autres	211	16 496	127 289	22 045
	212	16 496	162 289	22 045

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	61 479	73 859		73 859	73 859	62 166
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	194 056	170 817	14 198	185 015	189 418	195 157
Greffe	4	3 652	3 652		3 652	3 652	3 043
Évaluation	5	14 352	14 352		14 352	14 352	13 217
Gestion du personnel	6	1 789	1 789		1 789	1 789	1 477
Autres	7	54 126	82 633		82 633	82 633	92 960
	8	329 454	347 102	14 198	361 300	365 703	368 020
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	47 266	47 266		47 266	47 266	47 441
Sécurité incendie	10	62 282	135 238	27 270	162 508	162 508	141 781
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	109 548	182 504	27 270	209 774	209 774	189 222
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	255 862	378 068	98 204	476 272	476 272	291 348
Enlèvement de la neige	15	129 200	144 592	23 672	168 264	168 264	198 084
Éclairage des rues	16	9 000	9 976		9 976	9 976	12 350
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	234	289		289	289	
Transport aérien	19	7 758	7 758		7 758	7 104	7 732
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	402 054	540 683	121 876	662 559	661 905	509 514

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	52 570	20 854	29 395	50 249	50 362
Traitement des eaux usées	25	22 084	48 658		48 658	54 610
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	94 148	57 937	1 655	59 592	102 929
Élimination	28		40 163		40 163	
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	6 054	11 403	1 654	13 057	11 024
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	2 000	2 215		2 215	2 215
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	269	104		104	104
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	177 125	181 334	32 704	214 038	218 925
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	7 070	2 229		2 229	2 643
	44	7 070	2 229		2 229	2 643
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	12 765	12 495	13 337	25 832	9 227
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	1 500				
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	10 776	11 114		11 114	13 778
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		44 118		44 118	
	52	25 041	67 727	13 337	81 064	23 005

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	16 320	17 104	17 104	17 104	21 718
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	355	13 026	13 026	13 026	
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	1 634	1 300	1 300	1 300	
	60	18 309	31 430	31 430	31 430	21 718
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	15 150	14 835	14 835	14 835	14 752
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	3 408	1 408	1 408	1 408	183
	66	18 558	16 243	16 243	16 243	14 935
	67	36 867	47 673	47 673	47 673	36 653
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69		17 579	17 579	19 646	24 388
Autres frais	70				261	265
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 500	4 975	4 975	5 301	4 462
	73	3 500	22 554	22 554	25 208	29 115
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
74	213 670	209 385	( 209 385 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

LANGÉVIN GRONDIN, CPA INC.

PAR FRANÇOIS LANGÉVIN, CPA AUDITEUR, CA

DATE 2015-05-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	615 029
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
<b>Revenus de taxes</b>	11	615 029

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes		1	615 029
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>615 029</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 479	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>3 479</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>611 550</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>50 005 200</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>50 216 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>50 110 950</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>611 550</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>50 110 950</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	1   ,   2   2   0   4   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	30 000	12 450	52 905
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	146 500	104 668	157 010
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	3 500		55 284
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	37 226		
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		100 463	100 463
Ameublement et équipement de bureau	18	10 000	788	23 436
Machinerie, outillage et équipement divers	19	11 500	28 375	3 089
Terrains	20			
Autres	21			
	22	238 726	246 744	291 724

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		12 450	52 905
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		104 668	157 010
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			55 284
Autres immobilisations	33		129 626	26 525
	34		246 744	291 724

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	104 536		16 768	87 768
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	504 802	84 586	124 931	464 457
Autres	6				
	7	609 338	84 586	141 699	552 225
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	575 936	84 586	138 329	522 193
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	575 936	84 586	138 329	522 193
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	33 402		3 370	30 032
Prêts	23				
Autres	24				
	25	33 402		3 370	30 032
	26	609 338	84 586	141 699	552 225
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	609 338	84 586	141 699	552 225

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	14 352	14 352	13 217
Autres	3	18 153	23 200	20 866
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	8	8	145
Sécurité incendie	5	1 129	1 129	1 985
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	234	234	234
Autres	10	7 758	7 758	
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	22 584	22 584	20 968
Matières résiduelles	12	45 852	51 454	47 971
Cours d'eau	13	104	104	368
Protection de l'environnement	14			85
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17	70	70	66
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 219	9 035	1 433
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	8 276	3 460	7 278
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	1 989	1 989	1 601
Activités culturelles	23	1 408	1 408	1 466
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	126 136	136 785	129 027
				117 449

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	30,00	75 831	20 600	96 431
Professionnels	2					
Cols blancs	3					
Cols bleus	4	9,00	35,00	202 519	24 478	226 997
Policiers	5					
Pompiers	6	15,00	1,00	64 611	8 478	73 089
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	26,00		342 961	53 556	396 517
Élus	9	7,00		46 505	8 351	54 856
	10	33,00		389 466	61 907	451 373

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	554 937	62 108		617 045
	17	554 937	62 108		617 045

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	=	Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Administration générale</b>															
Application de la loi	1		27		53		79		105					131	
Évaluation	2	14 352	28		54	14 352	80		106			14 352		132	
Autres	3	332 750	29	14 198	55	346 948	81		107			346 948		133	6 632
	4	347 102	30	14 198	56	361 300	82		108			361 300		134	6 632
<b>Sécurité publique</b>															
Police	5	47 266	31		57	47 266	83		109			47 266		135	
Sécurité incendie	6	135 238	32	27 270	58	162 508	84	77 523	110			84 985		136	3 891
Sécurité civile	7		33		59		85		111					137	
Autres	8		34		60		86		112					138	
	9	182 504	35	27 270	61	209 774	87	77 523	113			132 251		139	3 891
<b>Transport</b>															
Réseau routier															
Voirie municipale	10	378 068	36	98 204	62	476 272	88		114			476 272		140	720
Enlèvement de la neige	11	144 592	37	23 672	63	168 264	89	24 459	115			143 805		141	11 311
Autres	12	9 976	38		64	9 976	90		116			9 976		142	
Transport collectif	13	8 047	39		65	8 047	91		117			8 047		143	
Autres	14		40		66		92		118					144	
	15	540 683	41	121 876	67	662 559	93	24 459	119			638 100		145	12 031
<b>Hygiène du milieu</b>															
Eau et égout															
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120					146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	20 854	43	29 395	69	50 249	95		121			50 249		147	
Traitement des eaux usées	18	48 658	44		70	48 658	96		122			48 658		148	
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123					149	
Matières résiduelles															
Déchets domestiques et assimilés	20	98 100	46	1 655	72	99 755	98	25 250	124			74 505		150	
Matières recyclables	21	13 618	47	1 654	73	15 272	99		125			15 272		151	
Autres	22		48		74		100		126					152	
Cours d'eau	23	104	49		75	104	101		127			104		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128					154	
Autres	25		51		77		103		129					155	
	26	181 334	52	32 704	78	214 038	104	25 250	130			188 788		156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157		172		187		202		217		232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	2 229	174		189	2 229	204		219	2 229	234	
	160	2 229	175		190	2 229	205		220	2 229	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	12 495	176	13 337	191	25 832	206		221	25 832	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	11 114	178		193	11 114	208		223	11 114	238	
Autres	164	44 118	179		194	44 118	209		224	44 118	239	
	165	67 727	180	13 337	195	81 064	210		225	81 064	240	
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	31 430	181		196	31 430	211		226	31 430	241	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	14 835	182		197	14 835	212		227	14 835	242	
Autres	168	1 408	183		198	1 408	213		228	1 408	243	
	169	47 673	184		199	47 673	214		229	47 673	244	
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	1 369 252	186	209 385	201	1 578 637	216	127 232	231	1 451 405	246	22 554

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	246 744	291 724
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	246 744	291 724

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	106 211	41 867
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	3	106 211	41 866
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(71 266)	69 943
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(100 351)	(5 598)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(171 617)	64 345
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	(65 406)	106 211
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	18 660	63 061
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		1
Solde redressé au début de l'exercice	15	18 660	63 062
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(50 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	100 351	5 598
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	100 351	(44 402)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	119 011	18 660
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31		

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( )
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ( )	( )
Utilisation du fonds général	40 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( )	( )
	44 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ( )	( )
Autre financement	46 ( )	( )
	47 ( )	( )
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49	
	50	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	61	3 012 602
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	1
Solde redressé au début de l'exercice	63	3 012 602
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66	88 693
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	3 012 602

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>                    </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>                    </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>                    </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>                    </u> 4	<u>                    </u>
	5	<u>                    </u>
Diminution	<u>                    </u> 6	<u>                    </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>                    </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>			
	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>			
	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	0   ,   8   8   0   0   \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	5	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	,           \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	12	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	,           \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	19	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	,           \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	26	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	,           \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	2 0 0  ,  0 0  \$
Égout	2	,       \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	,       \$
Matières résiduelles	5	,       \$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Ordures/Recyclage résidence/chalet	224,0000	4	
Ordures/Recyclage commerce	460,0000	4	
Ordures/Recyclage camp de chasse	69,3300	4	
Boues septiques résidence	95,0000	4	
Boues septiques chalet	47,5000	4	
Boues septiques commerce	800,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	15 861 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 18, Principale Nord  
(no) (rue)  
Montcerf-Lytton j0w 1n0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 449-4578  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 449-7310  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mun.montcerf@ireseau.com

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Liliane Crytes

Téléphone (819) 449-4578  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 449-7310  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mun.montcerf@ireseau.com

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Langevin Grondin, CPA Inc.

Titre François Langevin CPA, auditeur, CA

Adresse 139, Boulevard Desjardins  
(no) (rue)  
Maniwaki J9E 2C9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 449-5319  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 449-6431  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mcgrondin@langevin-grondin.ca

Responsable du dossier Marie-Claude Grondin

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Liliane Crytes , atteste que le rapport financier consolidé de Montcerf-Lytton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montcerf-Lytton consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montcerf-Lytton détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 18 927 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,2204 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-29 11:28:24

Date de transmission au Ministère : 2015/05/08

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Montcerf-Lytton

---

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	1 358 597	1 244 198	1 521 509	15 662	1 529 413
Investissement	2	221 363	238 000	97 108		97 108
	3	1 579 960	1 482 198	1 618 617	15 662	1 626 521
<b>Charges</b>	4	1 368 489	1 304 329	1 601 191	14 161	1 607 594
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	211 471	177 869	17 426	1 501	18 927
Moins : revenus d'investissement	6 (	221 363 ) (	238 000 ) (	97 108 ) (	) (	97 108 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(9 892)	(60 131)	(79 682)	1 501	(78 181)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	211 631	213 670	209 385	3 023	212 408
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	134 870 ) (	152 813 ) (	135 919 ) (	5 781 ) (	141 700 )
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	46 926 ) (	726 ) (	65 050 ) (	) (	65 050 )
Excédent (déficit) accumulé	12	50 000				
Autres éléments de conciliation	13					
	14	79 835	60 131	8 416	(2 758)	5 658
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	69 943		(71 266)	(1 257)	(72 523)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>					
Débiteurs	1	346 771	297 278	298 038	348 446
Autres	2			64	1 634
	3	346 771	297 278	298 102	350 080
<b>Passifs</b>					
Dette à long terme	4	520 404	469 071	552 225	609 338
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	266 529	317 723	328 581	277 276
	7	786 933	786 794	880 806	886 614
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(440 162)	(489 516)	(582 704)	(536 534)
<b>Actifs non financiers</b>					
Immobilisations	9	3 533 006	3 570 366	3 731 195	3 696 858
Autres	10	44 629	74 050	76 677	46 499
	11	3 577 635	3 644 416	3 807 872	3 743 357
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	106 211	(65 406)	(72 470)	100 381
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	18 660	119 011	119 011	19 274
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	) (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	15			(9 001)	(9 131)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	3 012 602	3 101 295	3 187 628	3 096 299
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	3 137 473	3 154 900	3 225 168	3 206 823

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
- Carrières / sablières	19	23 089	18 660
- Regroupement incendie	20	15 828	
- Budget 2015	21	80 094	
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	119 011	18 660
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	29		
	30	119 011	18 660
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	31		614
	32		
	33	119 011	19 274

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	609 019	612 846	615 029	615 029
Compensations tenant lieu de taxes	2	59 452	60 785	59 023	59 023
Quotes-parts	3				
Transferts	4	543 553	437 043	554 937	559 040
Services rendus	5	85 850	91 028	127 232	130 489
Autres	6	60 723	42 496	165 288	165 832
	7	1 358 597	1 244 198	1 521 509	1 529 413
<b>Investissement</b>					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	221 363	238 000	62 108	62 108
Autres	11			35 000	35 000
	12	221 363	238 000	97 108	97 108
	13	1 579 960	1 482 198	1 618 617	1 626 521

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	14 352	14 352		14 352	14 352	13 217
Autres	2	315 102	332 750	14 198	346 948	351 351	354 803
Sécurité publique							
Police	3	47 266	47 266		47 266	47 266	47 441
Sécurité incendie	4	62 282	135 238	27 270	162 508	162 508	141 781
Autres	5						
Transport							
Réseau routier	6	394 062	532 636	121 876	654 512	654 512	501 782
Transport collectif	7	7 992	8 047		8 047	7 393	7 732
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	74 654	69 512	29 395	98 907	98 907	104 972
Matières résiduelles	10	102 202	111 718	3 309	115 027	115 027	113 953
Autres	11	269	104		104	104	
Santé et bien-être	12	7 070	2 229		2 229	2 229	2 643
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	12 765	12 495	13 337	25 832	25 832	9 227
Promotion et développement économique	14	10 776	11 114		11 114	11 114	13 778
Autres	15	1 500	44 118		44 118	44 118	
Loisirs et culture	16	36 867	47 673		47 673	47 673	36 653
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	3 500	22 554		22 554	25 208	29 115
Amortissement des immobilisations	19	213 670	209 385	( 209 385 )			
	20	1 304 329	1 601 191		1 601 191	1 607 594	1 377 097

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3